

L'essor, la chute et la redéfinition du PIB vert

L'utilisation du produit intérieur brut a dès le départ été critiquée en raison de ses lacunes. Si l'introduction d'un « PIB vert » a échoué dans les années 1990, la communauté internationale va désormais de l'avant pour intégrer les aspects environnementaux.

Stefan Schweinfest, Alessandra Alfieri, Jessica Ying Chan, Bram Edens

Abrégé Les lacunes du produit intérieur brut (PIB) sont identifiées depuis des décennies. Le sommet de Rio de 1992 a reconnu la nécessité de dresser des comptes incluant l'épuisement et la dégradation de la nature. Pourtant, les tentatives qui ont suivi pour matérialiser un « PIB vert » ne se sont pas concrétisées par manque de volonté politique, de nombreux pays étant restés focalisés sur les seuls ajustements négatifs liés au « PIB vert ». Un regain d'intérêt s'est toutefois manifesté ces dernières années pour remédier aux lacunes du PIB, y compris à l'aide d'approches de type « tableau de bord ». Les spécialistes ont développé un système statistique qui répond à ces exigences politiques. L'adoption, par la communauté internationale, de la comptabilité écosystémique du Système de comptabilité économique et environnementale fournit un cadre qui peut amener les gouvernements à intégrer la nature de manière nuancée, au-delà d'un indicateur unique.

Le produit intérieur brut (PIB) existe depuis près de 80 ans¹. Adoptés en 1944 à la conférence de Bretton Woods et utilisés par la quasi-totalité des États membres des Nations unies (ONU), les systèmes de comptabilité nationale (SCN) et l'indicateur du PIB qui en découle sont fournis par les offices statistiques nationaux du monde entier. Pourtant, les lacunes du PIB sont admises depuis sa naissance ou presque. S'il constitue un bon indice de la performance économique, son interprétation biaisée comme mesure du bien-être et de la prospérité et, par conséquent, son utilisation abusive dans l'analyse des politiques sont indéniablement problématiques, notamment à l'égard de l'environnement.

L'une des critiques les plus courantes adressées au PIB depuis les années 1970 est qu'il ignore totalement l'épuisement et la dégradation du milieu naturel, ou plutôt qu'il les traite comme une production économique. Ainsi, l'abattage d'une forêt tropicale et la vente du bois fait progresser le PIB malgré un effet dévastateur sur le bien-être à long terme et la croissance

économique. C'est pourquoi le Sommet de Rio de 1992 a appelé à la création de nouveaux comptes intégrant les dimensions environnementales et sociales dans le SCN.

Un nouveau PIB ?

La communauté statistique officielle a entendu cet appel. En 1993, l'ONU a publié un « Manuel de comptabilité environnementale et économique intégrée » en guise de rapport intermédiaire. Le système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) offrait un nouveau type de comptabilité qui mesurait l'environnement dans ses rapports à l'économie en utilisant les concepts et définitions sous-jacents du SCN. Le manuel de 1993 se concentrait sur l'évaluation monétaire des ressources naturelles, permettant ainsi de retrancher du PIB le coût de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement. Il préconisait notamment le calcul d'un « produit national corrigé des facteurs environnementaux », également connu sous le nom de « PIB vert ».

Après la publication du SCEE de 1993, plusieurs pays ont commencé à expérimenter ces comptes ainsi que le PIB vert, notamment les États-Unis, la Chine, la Norvège, l'Australie, le Canada, l'Indonésie et le Royaume-Uni. Mais le PIB vert n'a pas réussi à s'imposer. Certains États comme la Norvège estimaient que les techniques d'évaluation non marchande utilisées pour saisir l'épuisement et la dégradation de l'environnement étaient trop expérimentales et peu cohérentes². Les objections étaient différentes dans des pays comme les États-Unis ou la Chine : le PIB vert ne visant qu'à déduire du PIB le

¹ Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations unies.

² Alfsen et al. (2003).



ALAMY

coût de l'épuisement des ressources naturelles, le résultat était nécessairement inférieur au PIB conventionnel. Aux États-Unis, le Congrès a émis un ordre de suspension des travaux sur les comptes et le PIB verts. On suppose que des « politiques environnementales » étaient à l'origine de cet ordre³. En Chine, la faiblesse des chiffres a suscité la résistance de certains gouvernements locaux et régionaux, ce qui, ajouté à des réserves d'ordre méthodologique, a conduit ce pays à abandonner le PIB vert en 2005⁴.

Un changement de paradigme

La réaction de rejet à l'égard du PIB vert n'était pas totalement illégitime. Fonder des politiques sur un seul indicateur n'est pas idéal, aussi bien construit soit-il. La version suivante du manuel du SCEE publiée en 2003 a fourni un cadre beaucoup plus complet, reposant sur une base solide de comptes monétaires et physiques (comme ceux de l'énergie, de l'eau et des flux de matières, ainsi que les émissions dans l'atmosphère et les déchets). Le PIB vert n'était plus considéré comme une fin en soi. Le SCEE allait désormais servir de base pour un tableau de bord cohérent d'indicateurs comprenant par exemple des indices de performance, de productivité ou de capital naturel, comme dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2008 commandé par le gouvernement français⁵.

Comment évaluer les changements au niveau des ressources naturelles d'un point de vue économique? La forêt amazonienne.

Dans le même temps, on a cessé de se focaliser sur des indicateurs de flux comme le PIB (vert) pour évaluer la durabilité de la croissance. Les mesures de stocks sont devenues tout aussi importantes. L'aboutissement de cette réflexion apparaît clairement dans le récent rapport Dasgupta sur l'économie de la biodiversité⁶, commandé par le Trésor britannique: il souligne que la durabilité est tributaire du « stock » d'actifs naturels et de sa capacité à se régénérer. À l'instar du capital produit et du capital humain, la nature et la biodiversité sont des actifs dont dépendent les générations futures.

Le cadre actuel du SCEE répond à ce changement de paradigme, qui glisse de la dominance singulière d'un indicateur de flux à une approche de type « tableau de bord » avec des indicateurs de stocks. Cette approche systémique organise les données physiques et monétaires concernant l'environnement en utilisant des règles comptables cohérentes avec l'information économique. Adopté par la Commission de statistique de l'ONU, le cadre central du SCEE 2012 a fait évoluer le cadre du SCEE 2003 vers une norme statistique internationale, au même titre que le SCN. Comprenant des comptes de stocks et de flux en termes physiques et monétaires, il permet d'avoir une vision globale de la durabilité de l'exploitation de l'environnement et des ressources naturelles. Près de 90 pays compilent actuellement le SCEE dont la Suisse, qui publie huit comptes SCEE différents.

3 Cavanagh et al. (2001).
4 Li et Lang (2009).
5 Stiglitz et al. (2008).
6 Dasgupta (2021).

Un nouveau système

Plus récemment, la Commission de statistique de l'ONU a adopté la comptabilité écosystémique SCEE (CE SCEE). Celle-ci est encore plus révolutionnaire, à plusieurs titres. Comme le préconise le rapport Dasgupta, elle adopte une approche capitaliste en décrivant les écosystèmes comme des actifs qui fournissent à l'humanité des services écosystémiques vitaux (filtration de l'air, stockage du carbone, etc.). Ces actifs sont mesurés dans la CE SCEE en unités physiques (étendue et condition), permettant aux utilisateurs d'en déduire des mesures cohérentes et de haute qualité de la dégradation des écosystèmes.

Cependant, la CE SCEE fournit également un cadre pour mesurer les services écosystémiques en termes monétaires, en utilisant des principes d'évaluation conformes au système des comptes nationaux. Cela permet aux statisticiens d'aller au-delà de la mesure des aspects négatifs (dégradation des écosystèmes, épuisement des ressources naturelles, etc.) et de distinguer aussi les aspects positifs (services écosystémiques, restauration, etc.). En rendant visibles les contributions de la nature, la CE SCEE permet d'examiner des compromis entre l'économie et la nature qui se révèlent très importants pour l'amélioration des prises de décision.

La CE SCEE offre la possibilité aux utilisateurs de dégager de nombreux indicateurs, conformément à la tendance allant vers une approche de type « tableau de bord », y compris les indicateurs des objectifs de développement durable et le futur cadre de suivi du cadre mondial pour la biodiversité. En même temps, elle peut contribuer à l'émergence d'un nouveau type de PIB vert incluant à la fois les aspects positifs et négatifs. Un indicateur portant uniquement sur les aspects « positifs » est actuellement testé par le biais d'un nouvel indicateur global, le

« produit brut de l'écosystème » (PBE): celui-ci mesure la somme des services écosystémiques totaux produits et peut être comparé au PIB. L'indicateur a été testé en Chine, où un récent projet pilote dans la province de Guangxi a montré que les écosystèmes produisaient un PBE équivalent à environ 50 % du PIB de la province en 2017⁷.

À point nommé

Cet été, des vagues de chaleur ont paralysé le nord-ouest des États-Unis et le Canada, entraînant la mort de moules, de palourdes et autres mollusques, littéralement bouillis le long des côtes. Les incendies de forêt et les inondations en Europe ont dévasté de nombreuses collectivités. Une sécheresse impitoyable a frappé Madagascar, autrefois luxuriante, poussant des centaines de milliers de personnes au bord de la famine.

Les décideurs politiques ont de toute urgence besoin d'une méthode leur permettant de définir des politiques favorables au climat et à la biodiversité qui sont fondées sur des données probantes et ne mettent pas en péril la croissance économique. L'adoption de la CE SCEE arrive ainsi à point nommé.

Stefan Schweinfest

Directeur de la division de la statistique du Département des affaires économiques et sociales, Organisation des Nations unies (ONU), New York (États-Unis)

Alessandra Alfieri

Cheffe de la Section des comptes économiques et environnementaux, Division de la statistique, Organisation des Nations unies (ONU), New York (États-Unis)

Jessica Ying Chan

Statisticienne, Section des comptes économiques et environnementaux, Division de la statistique, Organisation des Nations unies (ONU), New York (États-Unis)

Bram Edens

Statisticien principal, Section des comptes économiques et environnementaux, Division de la statistique, Organisation des Nations unies (ONU), New York (États-Unis)

7 Bureau national chinois des statistiques (2021).

Bibliographie

Alfisen K. H., Hass J. L., Tao H. et You W. (2006). *International experiences with « green GDP »*. Bureau central de statistique de Norvège.
Bureau national chinois des statistiques (2021). *Ecosystem accounts for China. Results of the NCAVES project.*

Cavanagh S., Hahn R. et Stavins R. (2001). « National environmental policy during the Clinton years ». *Resources for the Future*, Discussion Paper 01-38.

Dasgupta P. (2021). *The economics of biodiversity: The Dasgupta review*. Trésor britannique.

Li V. et Lang G. (2009). « China's 'green GDP' experiment and the struggle for ecological modernisation ». *Journal of Contemporary Asia*, 40: 1, 44-62.

Stiglitz J.E., Sen A. et Fitoussi, J.P. (2008). *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Gouvernement français.